

Qu'on me permette de rappeler ce qui s'est passé ici au Canada jusqu'à 1896. Je ne remonterai pas plus loin qu'à 1893, alors qu'en cette ville même une grande affluence de personnes, dont le spectacle était de nature à gonfler d'orgueil le cœur de tout homme appelé à le contempler, se forma pour saluer mon honorable ami le chef du grand parti libéral (sir Wilfrid Laurier). Les trois mille représentants qui la composaient, que firent-ils à leur réunion ? Ils formulèrent la politique du grand parti libéral. Le très honorable ministre lui-même fit alors remarquer que la politique formulée en cette occasion revêtait un caractère beaucoup plus solennel que si elle eût simplement été l'énoncé de sa déclaration personnelle. En ce jour fécond en événements, des comités furent constitués où les premiers hommes du parti rédigeaient avec soin des résolutions qui furent adoptées par toute l'assemblée et répandues par tout le Canada comme l'expression de la politique du parti libéral.

Tout d'abord vint la politique concernant la réforme du tarif. Non, pas la réforme du tarif, car ce terme est de moi. C'est là ce que j'exigeais, ce que demandaient les hommes qui avaient foi dans la politique de l'ex-gouvernement. Ce que proposait le parti libéral, c'était, non la réforme du tarif, mais la révolution du tarif. Et mon très honorable ami dans son discours publié dans le volume contenant le compte rendu officiel des séances de la réunion, et que j'ai lu attentivement, tantôt avec admiration, tantôt avec étonnement, et tantôt avec des sentiments de nature impossible à définir, dit à l'appui de la résolution relative au tarif qu'il appuyait fortement sur la détermination exprimée dans cette résolution, laquelle consistait à faire . . . . quoi ? Effleurer légèrement la matière, toucher à une feuille de l'arbre, redresser le chétif rameau d'une branche ? Non, mais à déraciner l'arbre même de la protection. Et je puis vous dire, M. l'Orateur, qu'il lui aurait été salutaire de voir l'expression de la figure des libéraux lorsqu'ils m'entendirent faire la lecture, que j'ai donnée partout au Nord-Ouest, de certains des éloquentes passages de ce discours concernant le tarif, et que je considère de mon devoir de vous lire maintenant.

Voici ce qu'il disait à l'appui de la résolution visant la destruction du tarif.

Outre la logique des événements, nous avons la parole de M. Foster lui-même, qui a déclaré maintes fois dans le cours des quelques dernières semaines, que la réforme du tarif consisterait en ceci—

J'attire l'attention de la Chambre sur ce qui suit, car si quelque méchant lutin se fût perché sur l'épaule du très-honorable ministre, si nous pouvions croire, comme jadis, que d'invisibles êtres de l'espèce des lutins influencent nos pensées, si quelque esprit du diable, comme celui-là, bien décidé à démasquer cyniquement la nature humaine, se fût

logé sur l'épaule du premier ministre, pour l'inspirer, il n'aurait pu lui souffler sous une forme plus désastreuse, avec un contraste plus satirique et une moquerie plus consommée, des faits de nature à peindre sa conduite prochaine.

—savoir : qu'il pourrait y avoir certains changements cà et là, mais que le principe de la politique nationale serait conservé. Cela signifie simplement—

On peut facilement se figurer, M. l'Orateur, le geste gracieux dont mon très-honorable ami, passé maître en rhétorique, a accompagné ce langage.

Cela signifie simplement que le gouvernement va gratter la peinture et poser une nouvelle couche de vernis, puis appeler cela la réforme du tarif.

Eh bien ! je puis dire que, les uns après les autres, les cultivateurs libéraux, en m'entendant lire ce passage, ont ri comme s'il se fût agi d'une des meilleures plaisanteries que leur eût jamais été débitée. Mais, ces messieurs n'ont pas même gratté la peinture pour y poser une nouvelle couche de vernis. Mon honorable ami, dans un accès de candeur, quelque peu contradictoire de sa part, et je ne pense pas qu'il doive tomber souvent dans ce défaut-là, a dit un jour : "Il importe peu que j'accapare les idées de mes adversaires, si elles me vont." Il aurait pu dire tout aussi bien : "Il importe peu que j'accapare les idées de mes adversaires, si je les leur enlève."

Cependant, ses collègues parcourent le pays, disant, non qu'ils ont gratté le vernis pour poser une nouvelle couche de peinture, mais qu'ils ont rempli toutes leurs promesses. Avec une effronterie d'une impudence impossible à décrire, ils vont déclarer sur les estrades publiques, en présence d'auditoires intelligents : "Nous avons exécuté nos engagements." Les poings sur les hanches et avec l'effronterie d'une classe de personnes ordinairement peu vêtues, bien que formant partie de l'espèce humaine ; avec l'effronterie d'une impudente mégère ; ils affirment avoir fait ce qu'ils n'ont pas fait, et réclament pour eux une vertu que tout le monde sait ne pas leur appartenir.

"Nous devons," disait le très honorable ministre, "nous débarrasser de toute la politique nationale, et non seulement de ses accessoires."

Après le discours où j'avais cité, à Régina, certaines de ces déclarations, les libéraux vinrent me trouver pour me demander de leur laisser voir le discours du très honorable ministre, dont j'avais tiré ces déclarations-là. Ils ne pouvaient croire que ce monsieur eût employé ce langage. Je leur montrai le discours, je leur signalai spécialement ces paroles :

Vous le savez, ce fut plus d'une fois, le système du parti conservateur, toutes les fois que ses idées devenaient avancées, de voler celles de ses adversaires pour pouvoir offrir une attitude décente au public.